

Renseignements généraux sur les Règlements d'application des 3 «R»

INTRODUCTION

Le ministre de l'Environnement et de l'Énergie, M. Bud Wildman, a annoncé, le 29 avril 1993, la décision du gouvernement provincial de réglementer la réduction des déchets. Les cinq règlements dits *d'application des 3 «R»* touchent à la réduction, à la réutilisation et au recyclage des déchets en Ontario. Ils prendront force de loi en août 1993.

Sommaire

- Les règlements visent uniquement les déchets non dangereux provenant des habitations et des secteurs industriel, commercial et institutionnel (I, C et I).
- Les municipalités d'au moins 5 000 habitants devront mettre en œuvre des programmes de recyclage et de compostage à domicile.
- Le compostage des feuilles mortes et des déchets de jardin deviendra obligatoire dans les municipalités d'au moins 5 000 habitants *qui ramassent déjà ces déchets*. Les municipalités de 50 000 habitants ou plus devront mettre en œuvre des programmes de collecte *et* de compostage des feuilles mortes et des déchets de jardin, qu'un programme de collecte soit déjà en place ou non.
- Les grands producteurs de déchets des secteurs industriel, commercial et institutionnel (I, C et I) devront effectuer des audits des déchets (mis à jour tous les ans), élaborer des plans de travail pour réduire la quantité de déchets qu'ils produisent et mettre sur pied des programmes de recyclage.

- Les grands utilisateurs d'emballages de l'industrie alimentaire, de l'industrie des boissons, de l'industrie papetière et de l'industrie des produits chimiques, y compris les importateurs, devront effectuer des audits des déchets (mis à jour tous les deux ans) et élaborer des plans de travail pour réduire la quantité d'emballages utilisés.
- Les établissements de recyclage seront dispensés d'obtenir un certificat d'autorisation aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement* à condition d'observer des normes précises ainsi que les règles régissant la notification du public et du ministère de l'Environnement et de l'Énergie.

Mise en vigueur

Après une vaste consultation avec le public et les parties visées par les Règlements, le Ministère a opté pour un programme de mise en vigueur en trois phases:

Première phase : l'avis d'intention

La première phase sera amorcée le jour de la publication d'un avis d'intention et prendra fin 90 jours plus tard, soit le 31 juillet 1993. Les détails des règlements seront diffusés à ce moment-là et les entreprises touchées pourront se préparer en conséquence.

Deuxième phase : la promulgation

La deuxième phase sera amorcée le jour où les Règlements seront déposés au bureau du registraire des règlements. Les Règlements seront consacrés par la loi à ce moment-là et les entreprises visées devront prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer. Les Règlements seront publiés dans la Gazette de



Copyright Provisions and Restrictions on Copying:

This Ontario Ministry of the Environment work is protected by Crown copyright (unless otherwise indicated), which is held by the Queen's Printer for Ontario. It may be reproduced for non-commercial purposes if credit is given and Crown copyright is acknowledged.

It may not be reproduced, in all or in part, for any commercial purpose except under a licence from the Queen's Printer for Ontario.

For information on reproducing Government of Ontario works, please contact ServiceOntario Publications at copyright@ontario.ca

l'Ontario peu après leur dépôt au bureau du registrateur.

Troisième phase : la mise à exécution

À la troisième et dernière phase, le Ministère fixera la date à laquelle les Règlements deviendront exécutoires. L'échéancier sera précisé dans les Règlements. La plupart des dispositions réglementaires seront exécutoires entre six et douze mois après le jour de la promulgation des Règlements.

Aperçu

Les nouveaux Règlements d'application des 3 « R » découlent du Plan de l'Ontario en matière de réduction des déchets lancé en février 1991. Le Plan trace les lignes directrices d'une stratégie visant à réduire la quantité des déchets destinés à l'enfouissement d'au moins 25 p. 100, en 1992, et d'au moins 50 p. 100 d'ici à l'an 2000 par rapport à la masse de déchets produits par tous les secteurs de l'Ontario en 1987 (1 tonne par personne).

L'objectif fixé pour 1992 a été atteint grâce à l'appui de centaines de municipalités, de milliers d'entreprises, d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux et de bureaux gouvernementaux et de plus de trois millions de foyers. Aussi importants que soient les progrès réalisés jusqu'à présent, il reste encore beaucoup à faire pour réduire de moitié, d'ici à l'an 2000, la quantité des déchets destinés à l'enfouissement. C'est de cette constatation qu'ont émané les règles et les lignes directrices du Ministère.

Les Règlements ont été exposés en détail dans le premier document de travail publié par le Bureau de gestion de la réduction des déchets, intitulé *Mesures de réglementation à prendre pour atteindre les objectifs de l'Ontario en matière de réduction des déchets*. Le document a été rendu public en octobre 1991 dans le cadre d'une campagne de consultation d'une durée de 60 jours (la période de consultation a été prolongée de 30 jours en décembre 1991). Des particuliers et des représentants de municipalités,

CALENDRIER D'EXÉCUTION

<i>Mesures à prendre</i>	<i>Parties visées</i>	<i>Échéancier</i>
Programme de la boîte bleue.	Municipalités du sud de l'Ontario	Le 1 ^{er} juillet 1994
	Municipalités du nord de l'Ontario *	Le 1 ^{er} juillet 1996 <i>Nota : La date limite est le 1^{er} juillet 1995 si la municipalité opte pour des centres de collecte (voir la page 3).</i>
Compostage à domicile et compostage des feuilles et des déchets de jardin.	Municipalités du sud de l'Ontario	Le 1 ^{er} juillet 1994
	Municipalités du nord de l'Ontario *	Le 1 ^{er} juillet 1995
Audits des déchets et plans de réduction des déchets	Gros producteurs de déchets visés par les Règlements (secteurs I, C et I)	Six mois après la promulgation des Règlements**
Programmes de recyclage (secteurs I, C et I)	Gros producteurs de déchets visés par les Règlements (secteurs I, C et I)	Douze mois après la promulgation des Règlements
Audits des emballages et plans de réduction des emballages	Gros utilisateurs de matériaux d'emballage visés par les Règlements	Six mois après la promulgation des Règlements
Réglementation de la mise sur pied d'installations de recyclage	Propriétaires-exploitants de centres de recyclage	Le jour de la promulgation des Règlements

* Districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming et municipalité régionale de Sudbury.

** Les travaux de construction et de démolition visés par les Règlements sont assujettis à des conditions particulières (voir la page 5).

d'entreprises des secteurs I, C et I, de groupes de défense de l'environnement, de syndicats et de groupements populaires ont présenté un total de 344 témoignages. La consultation s'est poursuivie lors des audiences publiques sur la *Loi sur la gestion des déchets* (projet de loi 143), qui ont eu lieu de janvier à avril 1992. Le Ministère a continué le dialogue avec les parties intéressées jusqu'au printemps 1993.

PROGRAMMES MUNICIPAUX D'APPLICATION DES 3 « R »

Tri à la source (récupération)

Les municipalités d'au moins 5 000 habitants devront instaurer des programmes de tri à la source (boîte bleue). En voici les composantes :

- La collecte des matières recyclables doit se faire partout où sont offerts des services de ramassage des ordures. Les services de collecte doivent être de qualité comparable aux services de ramassage des ordures ménagères:
 - Si les ordures ménagères sont ramassées à un lieu central, ainsi doivent l'être les matières recyclables.
 - Si les ordures ménagères sont ramassées en bordure des rues, ainsi doivent l'être les matières recyclables.

MATIÈRES RÉCUPÉRÉES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES MUNICIPAUX DE TRI À LA SOURCE

LISTE A

*Toutes les matières sont
récupérées*

- Papier journal
- Récipients :
 - en aluminium
 - en verre
 - en acier
 - en plastique PET

LISTE B

*Au moins deux des matières
sont récupérées*

- Papier d'aluminium
- Carton pour boîtes
- Carton ondulé
- Papier fin
- Revues
- Mousse plastique
- Pellicule plastique
- Récipients en plastique rigide
- Gobelets et assiettes en plastique jetables
- Annuaires téléphoniques
- Matières textiles (y compris la fibre de verre et les tapis)

LISTE C

Autres matières

- Béton
- Bois
- Briques
- Cuir
- Gypse
- Matières textiles
- Matières plastiques
- Métaux
- Papier
- Verre

- Si les ordures ménagères sont acheminées vers un lieu d'enfouissement, ainsi doivent l'être les matières recyclables.
- La fréquence de la collecte des matières recyclables (en bordure des rues) doit être au moins la moitié de celle du ramassage des ordures ménagères. Par exemple : si le ramassage des ordures se fait une fois par semaine, la collecte des matières recyclables doit se faire au moins toutes les deux semaines.
- Toutes les matières de la liste A doivent être ramassées ainsi que deux matières parmi celles de la liste B, au choix de la municipalité. Le ramassage des matières de la liste C est facultatif. Les différentes matières peuvent être ramassées dans un même compartiment.
- Les municipalités doivent voir à ce que les matières soient convenablement triées.
- Les matières recyclables doivent être confiées à une installation municipale de recyclage, à un acheteur-consommateur, à un distributeur ou à un lieu d'élimination.
- Les municipalités doivent s'assurer dans la mesure du possible que les matières récupérées sont recyclées.
- Les municipalités doivent voir à ce que les résidents aient en main la liste des matières récupérables et qu'ils connaissent les règles du tri à la source. Elles devront tenir les résidents au courant du succès du programme et les encourager à y participer le plus possible.
- Les municipalités doivent présenter au Ministère un rapport annuel décrivant le type et la quantité des matières récupérées, ainsi que la quantité des déchets soustraits à l'enfouissement grâce au programme.

Compostage à domicile

Les municipalités d'au moins 5 000 habitants devront mettre sur pied un programme de compostage à domicile. En voici les composantes :

- Les résidents devront pouvoir se procurer des composteurs au prix coûtant ou à un prix inférieur au prix coûtant.
- Les municipalités devront mettre en oeuvre un plan de communication pour : a) promouvoir le compostage à domicile auprès des résidents;

b) aviser les résidents que des composteurs sont offerts pour un prix modique; et c) expliquer aux résidents comment utiliser les composteurs.

Collecte des feuilles et des déchets de jardin

Le compostage des feuilles et des déchets de jardin sera obligatoire pour les municipalités d'au moins 5 000 habitants *qui ramassent déjà les feuilles et les déchets de jardin*. La collecte et le compostage des feuilles et des déchets de jardin sera obligatoire pour les municipalités de 50 000 habitants, qu'elles aient ou non déjà mis sur pied un programme de collecte. Voici les composantes du programme de collecte et de compostage :

- Les municipalités doivent ramasser les feuilles et les déchets de jardin en bordure des rues ou à un centre de collecte, ou elles peuvent choisir de combiner ces deux méthodes.
- Les municipalités doivent assurer le transport des feuilles et des déchets de jardin jusqu'à un lieu de compostage.
- Les municipalités doivent établir un lieu de compostage ou faire appel à un service déjà établi.
- Le compost produit doit être utilisé dans la mesure du possible comme conditionneur de sol.
- Les feuilles et les déchets de jardin sont compostés dans un lieu réservé à cette fin ou là où sont compostés les déchets organiques. Le compost peut être utilisé comme conditionneur de sol à cet endroit ou être transporté pour être utilisé ailleurs.
- Le lieu de compostage doit être conçu en fonction du volume de feuilles et de déchets de jardin que les municipalités prévoient ramasser.
- Les municipalités doivent encourager le public à participer au programme de compostage.
- Un rapport annuel doit être présenté au ministère de l'Environnement et de l'Énergie. Le rapport doit faire le point sur le système de compostage et préciser la quantité de déchets récupérés ainsi que la quantité de déchets compostés et utilisés comme conditionneur de sol.

PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES DÉCHETS POUR LES SECTEURS I, C ET I

Grands producteurs de déchets des secteurs I, C et I

Comme le montre le tableau de la page suivante, les producteurs de déchets désignés en vertu des Règlements d'application des 3 « R » sont de grandes entreprises des secteurs I, C et I.

La désignation repose sur des critères précis comme la superficie d'un bâtiment ou le nombre d'employés. Les entreprises qui répondent aux critères de désignation doivent effectuer des audits des déchets, élaborer des plans de travail pour réduire la quantité de déchets qu'elles produisent et mettre sur pied des programmes de tri à la source.

Les propriétaires d'immeubles résidentiels comprenant au moins six logements doivent instaurer un programme de tri à la source.

Audits des déchets et plans de réduction des déchets

Les audits des déchets et les plans de réduction sont deux activités complémentaires.

Audits des déchets

Les audits des déchets permettent à l'entreprise de mesurer la quantité de déchets qu'elle produit et d'en connaître la nature (composition, matières recyclées, réutilisées, etc.) ainsi que l'origine.

Les audits forcent les gestionnaires à revoir leurs décisions et leurs politiques d'achat à la lumière des objectifs de réduction des déchets que s'est fixés l'entreprise pour se conformer aux Règlements d'application des 3 « R ». Les répercussions sont vastes et peuvent toucher à de nombreuses activités de l'entreprise (achat et spécifications des matières premières, acquisition du matériel, etc.).

Un seul audit est requis si le producteur de déchets gère plusieurs établissements de même nature, par exemple une chaîne de restaurants ou des écoles relevant d'un même conseil scolaire.

L'audit des déchets doit être mis à jour chaque année. Il n'est pas nécessaire pour le nouveau propriétaire ou le nouvel exploitant d'un établissement d'effectuer un audit des déchets si l'ancien propriétaire-exploitant l'a déjà fait.

Plans de réduction

Le plan de réduction procède logiquement de l'audit des déchets. Les mesures de réduction, de réutilisation et de recyclage (3 « R ») y sont exposées, ainsi que la répartition des responsabilités et les résultats escomptés. Doivent aussi y figurer le calendrier des activités et le nom des personnes chargées de la mise en vigueur.

Le plan est mis à jour tous les ans. Si certains objectifs ne sont pas atteints, les raisons sont exposées lors de l'examen annuel du plan et celui-ci est révisé s'il y a lieu.

Les grandes lignes du plan doivent être communiquées au personnel et un résumé doit être affiché à la vue de tout le personnel. Le plan de réduction ainsi que l'audit des déchets doivent être versés aux dossiers et conservés pendant une période de cinq ans.

NOTE : Les entreprises de construction et de démolition qui ont entrepris des travaux avant la date d'exécution des Règlements auront un délai de six mois pour effectuer leur audit des déchets et leur plan de réduction. Il n'est pas nécessaire que les déchets produits pendant le délai de grâce de six mois soient pris en considération dans l'audit et le plan de réduction. Les travaux qui auront pris fin pendant le délai de six mois seront exemptés.

Tri à la source (récupération)

Les grands producteurs de déchets des secteurs I, C et I visés par les Règlements doivent récupérer et trier les matières qu'il est possible de recycler. Ils peuvent aussi récupérer d'autres matières parmi celles figurant à la liste des matières visées par les programmes municipaux de tri à la source (page 3).

Dans le cadre du programme, les producteurs de déchets doivent aménager un endroit où les matières récupérées seront triées et stockées. Ils doivent aussi voir dans la mesure du possible à ce que les matières soient réutilisées ou recyclées.

Les producteurs de déchets doivent mettre à la disposition de leur personnel toutes les données jugées essentielles au bon fonctionnement du programme (matières à récupérer, méthodes de tri, conditionnement des matières, etc.). Ils doivent aussi promouvoir le programme auprès des membres de leur personnel et faire le point à intervalles réguliers sur le succès du programme (taux de réduction obtenu).

GRANDS PRODUCTEURS DE DÉCHETS (I, C, ET I) VISÉS PAR LES RÈGLEMENTS

ÉTABLISSEMENTS

CRITÈRES DE DÉSIGNATION

MAGASINS DE DÉTAIL

Les Règlements visent les propriétaires d'établissements où l'on vend des produits ou des services au prix de détail.

Magasin d'une surface utile d'au moins 10 000 m², ou magasin situé dans un centre commercial visé par les Règlements et entièrement autonome en ce qui concerne la gestion des déchets.

CENTRES COMMERCIAUX

Les Règlements visent les propriétaires de centres commerciaux (groupes de magasins de détail occupant un ensemble de bâtiments).

Surface utile totale d'au moins 10 000 m².

ENTREPRISES DE CONSTRUCTION

Les Règlements visent les personnes qui entreprennent, à leur profit ou à celui de quelqu'un d'autre, la construction d'un ou de plusieurs bâtiments résidentiels, industriels, commerciaux ou institutionnels.

Bâtiments d'une superficie totale d'au moins 2 000 m².

ENTREPRISES DE DÉMOLITION

Les Règlements visent les personnes qui entreprennent, à leur profit ou à celui de quelqu'un d'autre, la démolition d'un ou de plusieurs bâtiments résidentiels, industriels, commerciaux ou institutionnels.

Bâtiments d'une superficie d'au moins 2 000 m².

IMMEUBLES À BUREAUX

Les Règlements visent les propriétaires de tels immeubles.

Surface utile totale d'au moins 10 000 m².

* RESTAURANTS

Les Règlements visent les propriétaires de restaurants (ou de comptoirs) où l'on prépare des aliments ou des boissons en vue de les vendre sur place. Sont exclus de la liste les restaurants qui collaborent aux audits des centres commerciaux, des immeubles à bureaux, des hôtels et des motels, des hôpitaux et des établissements d'enseignement.

Au moins dix employés à plein temps, ou l'équivalent en personnel à temps partiel.

HÔTELS ET MOTELS

Les Règlements visent les propriétaires d'établissements où l'on trouve à loger pendant un certain temps, moyennant rétribution. Sont aussi de la liste les auberges, les établissements de villégiature et les auberges de jeunesse.

Au moins 75 chambres.

HÔPITAUX

Les Règlements visent les dirigeants d'hôpitaux selon la définition donnée dans la Loi sur les hôpitaux publics.

Classe A, B ou F d'après le Règlement 964, L.R.O. 1990.

* ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Les Règlements visent les dirigeants d'écoles (publiques et privées) de niveau élémentaire et secondaire, ainsi que les dirigeants d'écoles professionnelles, de collèges, d'universités et autres établissements à vocation pédagogique, y compris ceux administrés pour les besoins propres à une entreprise.

Au moins 350 étudiants inscrits pendant l'année civile (établissement ou campus).

* ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

Les Règlements visent les propriétaires de tels immeubles.

Au moins 100 employés à temps plein, ou l'équivalent en personnel à temps partiel.

* Les établissements visés dont le nombre d'employés chute sous la barre du nombre minimum dans le courant d'une année civile demeurent assujettis aux Règlements pendant les deux années qui suivent.

Immeubles à logements multiples

Les propriétaires d'immeubles comptant au moins six logements doivent mettre sur pied un programme de tri à la source. Les matières à récupérer sont les suivantes: récipients pour aliments et boissons en aluminium, en verre, en métal ou en plastique PET, papier journal et autres matières récupérées par la municipalité dans laquelle se trouve l'immeuble.

MATIÈRES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE COLLECTE SÉLECTIVE PAR LES PRODUCTEURS DE DÉCHETS (I, C ET I) VISÉS PAR LES RÈGLEMENTS

<i>Établissements</i>	<i>Matières triées à la source</i>
Entreprises de construction	Carton ondulé, bois, placoplâtre, acier, béton, briques
Entreprises de démolition	Bois, acier, béton, briques
Établissements industriels	Carton ondulé, bois, acier, papier fin, papier journal, aluminium, verre, matières plastiques*
Magasins de détail, centres commerciaux, immeubles à bureaux, hôpitaux, établissements d'enseignement	Carton ondulé, papier fin, papier journal, contenants pour aliments et boissons, aluminium, verre et acier
Hôtels, motels et restaurants	Carton ondulé, papier fin, papier journal, et contenants pour aliments et boissons en aluminium, en verre, en acier et en plastique PET

* Cruches, seaux, caisses et tonneaux en plastique PEHD; pellicules en plastique PEBD; mousse en plastique EPS; plateaux, porte-bobines et dévidoirs en plastique PS.

RÉDUCTION DES EMBALLAGES

Le terme emballage désigne tout matériau utilisé pour protéger des objets, des produits ou des denrées et pour faciliter leur manutention et leur transport, ainsi que tout matériau que l'on fixe à un produit ou à son récipient à des fins de commercialisation et de publicité.

Les *grands utilisateurs d'emballages*, c'est-à-dire les entreprises visées par les Règlements, doivent effectuer un *audit des emballages* et élaborer des *plans de travail* pour réduire la quantité des emballages qu'ils utilisent. L'audit et les plans de travail portent sur tous les types d'emballage, de la simple étiquette aux caisses les plus spécialisées.

UTILISATEURS D'EMBALLAGES VISÉS PAR LES RÈGLEMENTS

GRANDS UTILISATEURS D'EMBALLAGES*

CRITÈRES DE DÉSIGNATION

Établissements de transformation des aliments	Au moins 100 employés à temps plein, ou l'équivalent en personnel à temps partiel.
Fabricants de boissons	
Fabricants de papier et de produits connexes**	
Fabricants de produits chimiques	Achat d'au moins 20 000 000 \$ en produits alimentaires, boissons, papier et produits chimiques pendant l'année civile précédente
Importateurs	

* Les utilisateurs d'emballages dont le nombre d'employés chute sous la barre du nombre minimum dans le courant d'une année civile demeurent assujettis aux Règlements pendant les deux années qui suivent. Les importateurs qui cessent de répondre aux critères de désignation dans le courant d'une année civile donnée demeurent assujettis aux Règlements pendant trois ans.

** Excluant les imprimés.

Grands utilisateurs d'emballages

Les utilisateurs d'emballages visés par les Règlements sont de grandes entreprises associées à quatre secteurs manufacturiers, ainsi que les entreprises de ces quatre secteurs qui importent des produits.

Audit des emballages

Un *audit des emballages* fait le point sur chaque aspect de l'emballage et ses répercussions sur le flux de déchets et les activités de l'entreprise. En voici les composantes:

- Pratiques d'achat des emballages et utilisation.
- Types d'emballages et quantité utilisée.
- Identification des emballages qu'il est possible de réutiliser ou de recycler.
- Quantité d'emballages réutilisés.
- Pourcentage de matières recyclées entrant dans la fabrication des emballages.
- Nuisance pour l'environnement des emballages ni recyclés ni réutilisés.

En premier lieu, l'audit met à jour les rapports entre les activités ci-dessus. C'est ainsi, par exemple, que le destin d'un emballage détermine à la fois les politiques d'achat des matières d'emballage (type, quantité, etc.) et la conception de l'emballage en soi. L'audit doit donc révéler là où il est possible de mettre en pratique les 3 « R ».

En second lieu, l'audit décrit ce qu'il advient des emballages une fois que les produits emballés ont été débités sur le marché. Il s'agit donc d'établir la quantité d'emballages « usagés » qui sont réutilisés, recyclés ou détruits.

Plan de réduction des emballages

Le *plan de réduction des emballages* vise à réduire, grâce aux 3 « R », la quantité d'emballages utilisés par l'entreprise. Il doit autant que possible atteindre les objectifs suivants :

- Réduction de la quantité des emballages.
- Pourcentage accru de matières réutilisées ou recyclées entrant dans la fabrication des emballages.

- Augmentation des emballages réutilisables ou recyclables.
- Réduction de la nuisance pour l'environnement des emballages « perdus », c'est-à-dire ni recyclés ni réutilisés.
- Réduction des déchets d'emballage que doivent éliminer les consommateurs.

Doivent figurer dans le plan: a) la répartition des responsabilités; b) le calendrier de mise en vigueur; et c) les résultats escomptés. L'audit et le plan de réduction doivent être réexaminés au moins tous les deux ans et révisés s'il y a lieu. Un résumé du plan doit être affiché à la vue de tout le personnel. Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie peut demander à voir le plan, et celui-ci doit être alors présenté au Ministère dans les sept jours qui suivent la demande.

Règles additionnelles à l'intention des fabricants visés par les Règlements

En ce qui concerne les produits dont la marque est cédée par contrat de licence ou autre arrangement, le fabricant des produits et le dépositaire de la marque doivent collaborer à l'élaboration du plan de réduction. On doit trouver dans le plan le nom des personnes qui ont collaboré avec le fabricant ainsi qu'une description du genre de collaboration reçue de la part du dépositaire.

Règles additionnelles à l'intention des importateurs visés par les Règlements

L'importateur qui dresse un plan de réduction des emballages doit envisager une modification de ses politiques d'achat et une collaboration avec ses fournisseurs. Doivent figurer dans le plan le nom des personnes qui ont collaboré avec l'importateur ainsi qu'une description du genre de collaboration reçue de la part du fournisseur.

INSTALLATIONS DE RECYCLAGE

Les *Règlements d'application des 3 « R »* facilitent l'établissement d'installations de recyclage des matières triées à la source, sans toutefois relâcher les normes rigoureuses en matière de protection de l'environnement. Ils permettent d'accélérer la mise sur pied d'installations de recyclage, en harmonie avec d'autres mesures que les municipalités et les secteurs I, C et I pourraient être enjoins d'adopter en matière de recyclage.

Nouveaux processus d'autorisation

Aux termes actuels de la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement*, quiconque désire exploiter un lieu de traitement ou d'élimination des déchets doit obtenir un certificat d'autorisation. Cette disposition de la Loi vaut aussi pour les installations de recyclage, puisqu'on y stocke des déchets et des matières obtenues à partir de déchets.

En vertu des *Règlements d'application des 3 « R »*, les installations de recyclage de même que les endroits où l'on fait la collecte des matières recyclables seront dispensés d'obtenir un certificat d'autorisation *pourvu que leur propriétaire satisfasse à certaines conditions préalables*. Des règles précises régiront aussi l'exploitation des installations de recyclage. Toute infraction sera punie par la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Trois types d'installations de recyclage sont visés par les *Règlements*, à savoir: *les lieux de recyclage municipaux, les installations de compostage et les centres de collecte de matières recyclables*.

Lieux de recyclage municipaux

Est désignée par ce terme toute installation qui accepte uniquement les matières recyclables (triées à la source ou pêle-mêle) de la liste annexée aux *Règlements*, pour ensuite les expédier, après traitement ou non, à des marchés secondaires où ils sont recyclés. Le traitement doit se limiter aux activités suivantes: tri, classement, prise de dimensions, nettoyage, séchage, désencrage, fragmentation ou diminution, réduction en pâte, compostage, mise en balles, empaquetage et réduction en granules.

Un certificat d'autorisation n'est pas obligatoire si le lieu de recyclage municipal (y compris les aires de stockage et de traitement) est circonscrit dans un périmètre éloigné d'au moins 50 mètres des limites de la propriété.

Règles d'exploitation

- Les matières traitées doivent être confiées directement à un acheteur-consommateur, à un distributeur, à un autre lieu de recyclage municipal ou à un lieu d'élimination des déchets.
- Si le lieu de recyclage est muni d'une installation de traitement, la quantité des matières stockées ne doit pas dépasser les limites suivantes :
 - Quinze (15) fois la capacité nominale de traitement prévue par jour.
 - Le volume total des matières entrantes, sortantes et en cours de traitement ne doit, jamais dépasser le volume des matières pouvant être traitées en trois mois ou 2 000 m², le volume le plus élevé prévalant.
- Le volume maximal des déchets stockés est de 2 000 m³ si le lieu de recyclage n'est pas doté d'installations de traitement.
- La masse des déchets résiduels ou des déchets résultant du traitement doit être inférieure à 10 p. 100 du poids sec des matières reçues sur une période de six mois. Ces déchets doivent être promptement expédiés à un lieu d'élimination.
- Des mesures valables doivent être prises pour réduire au minimum les problèmes associés à la poussière, aux déchets épars, aux odeurs, au bruit, aux rongeurs et aux autres animaux nuisibles.
- Des plans d'exploitation et des plans d'intervention d'urgence doivent être élaborés et conservés au lieu de recyclage tant que ce dernier est en service.
- Aux dossiers (à conserver au lieu de recyclage pendant au moins deux ans) doivent figurer la nature des matières récupérées ainsi que leur quantité, leur origine, les méthodes de traitement et les marchés auxquels elles sont destinées.
- Sur des écriteaux affichés bien en vue, il doit être mentionné les heures d'ouverture du lieu de recyclage, le nom du propriétaire et un numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.

- Seuls les membres qualifiés du personnel sont autorisés à utiliser et à entretenir le matériel. Le personnel doit connaître les mesures d'urgence.
- Au moins 90 jours avant de commencer à recevoir des déchets, l'exploitant du lieu de recyclage doit aviser par écrit le greffier de la municipalité (municipalité locale ou de palier supérieur), les propriétaires des terrains se trouvant dans un rayon de 120 mètres du lieu de recyclage et le ministre de l'Environnement et de l'Énergie. Le lieu de recyclage doit être mis en service dans les 180 jours qui suivent la publication de l'avis, *sinon un autre avis doit être émis*.
- Des mesures valables doivent être prises pour empêcher l'accès des personnes non autorisées au lieu de recyclage.
- Les routes, les stationnements et les aires de chargement et de déchargement doivent être maintenues en bon état.
- Les municipalités qui gèrent des lieux de recyclage doivent présenter un rapport annuel au Ministère. Le rapport doit faire état de la quantité de matières reçues, de la quantité de matières réutilisées ou recyclées et de la quantité de déchets résiduels expédiés à un lieu d'élimination.

Lieux de compostage des feuilles et des déchets de jardin

Sont désignés par ce terme les lieux où l'on reçoit des feuilles et des déchets de jardin triés à la source en vue d'en faire du compost. Seuls les déchets suivants sont autorisés : feuilles, broussailles, branches et herbe coupée. Les déchets de cuisine sont exclus.

Les lieux de compostage des feuilles et des déchets de jardin ne doivent pas faire l'objet d'un certificat d'autorisation relatif à *l'élimination des déchets et aux émissions atmosphériques* si les bâtiments, les aires de traitement et les aires de stockage sont éloignés d'au moins 100 mètres des limites de la propriété et d'une nappe d'eau. Une fois en service, les lieux de compostage doivent être exploités selon certaines règles. Le compost produit doit aussi satisfaire à certaines normes de qualité.

Règles d'exploitation

- La plupart des conditions d'autorisation auxquelles sont soumises les installations municipales de recyclage valent aussi pour les lieux de compostage des feuilles et des déchets de jardin.
- Les feuilles et les déchets de jardin ne doivent pas être stockés plus de quatre jours avant d'être compostés. Il est interdit d'entreposer sur place un tas de compost équivalent à plus de 18 fois le volume de matières brutes que l'installation est censée pouvoir traiter en un mois.
- La température du compost doit être maintenue à un minimum de 55 ° C pendant au moins quinze jours, pour le compostage en andains en milieu aérobie, et pendant au moins trois jours pour le compostage en cuve.
- Le compost en andains doit être retourné au moins cinq fois, à intervalles égaux, à partir du moment où le compost atteint une température de 55 ° C. Il faut maintenir cette température après avoir retourné le tas pour la cinquième fois.
- Le compost doit fermenter pendant six mois. Pendant cette période, le tas doit être retourné au moins une fois par mois.
- L'exploitant doit mesurer chaque jour la température des tas de compost (la mesure se fait chaque semaine pendant la fermentation) et consigner les données dans un rapport devant être conservé pendant trois ans. Doivent aussi être consignées dans ce rapport les méthodes de traitement, les plaintes du public (le cas échéant) et les analyses d'échantillons de compost. L'exploitant doit aussi enregistrer chaque envoi de compost fini ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des destinataires. Ce second rapport doit être conservé pendant dix ans.
- Un échantillon de chaque tas de compost fini doit être prélevé et analysé avant que le compost soit expédié à son destinataire.

Emploi du compost

Pour assurer le meilleur emploi possible du compost, le Ministère a établi trois catégories d'emploi : emplois illimités, emplois restreints et destruction dans un lieu d'élimination des déchets. L'emploi du compost est fonction de sa qualité, et la qualité est fonction de la concentration de certains métaux lourds et de matières inorganiques.

- **Emplois illimités.** Le compost doit satisfaire à des critères de qualité très stricts. Il n'est pas assujéti aux dispositions de la *Loi sur la protection de l'environnement* et peut être utilisé libéralement comme conditionneur de sol (pour l'agriculture ou le jardinage).
- **Emplois restreints.** Les critères de qualité sont moins rigoureux. Le compost reçoit la désignation de *déchet* aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement* et son emploi est assujéti aux dispositions de la partie V de la Loi. Le compost peut servir à certains travaux urbains, du moment que la teneur en métaux prescrite n'est pas dépassée, ou encore comme matériau de couverture dans un lieu d'enfouissement.
- **Élimination.** Le compost est considéré comme un déchet s'il ne satisfait pas aux critères de qualité. Il ne peut être éliminé que dans un lieu d'élimination autorisé.

Centres de collecte municipaux

Les centres de collecte municipaux ne servent qu'à entreposer des matières recyclables. Aucun traitement n'y est effectué. L'exploitant ne fait que fournir des contenants dans lesquels sont récupérées les matières recyclables. Les contenants pleins sont ensuite expédiés à des lieux de recyclage. Ces centres de collecte sont généralement un service offert au grand public. Ils font souvent partie intégrante des systèmes de tri à la source adoptés par les petites municipalités.

Les exploitants de centres de collecte ne sont pas tenus d'obtenir un certificat d'autorisation pour un lieu d'élimination des déchets à condition que les bâtiments et les aires de stockage se trouvent à au moins 50 mètres des limites de la propriété.

Règles d'exploitation

- Seules les matières recyclables figurant sur la liste annexée aux Règlements peuvent être récupérées. Ces matières peuvent être expédiées uniquement aux destinataires suivants :
 - lieux de recyclage municipaux;
 - utilisateurs;
 - distributeurs;
 - lieux d'élimination des déchets;
- Sur des écriteaux doivent figurer la liste des matières acceptables et la méthode de tri ainsi que les aires de stockage. Doivent aussi figurer sur les écriteaux le nom du gestionnaire du centre de collecte ainsi que le nom des personnes-ressources et leur numéro de téléphone.
- Les contenants doivent être en nombre suffisant et le ramassage des matières doit se faire régulièrement. Les exploitants doivent veiller à la sécurité et à la propreté du centre.

Autres exemptions en vertu de la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement*

Lieux de recyclage intégrés

Les lieux de recyclage *intégrés* sont des installations municipales de recyclage situées sur les lieux d'une unité de production. Les déchets issus de la production sont recyclés et réintroduits dans le cycle de production. Ces installations de recyclage sont exemptées des dispositions de la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Les déchets ne doivent pas être stockés plus de trente jours.

Centres municipaux de collecte des matières recyclables

Tous les centres municipaux de collecte des matières recyclables dont la capacité d'entreposage est inférieure à 200 m³ sont exemptés des dispositions de la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement* et des Règlements d'application des 3 « R ».

Matières recyclables triées à la source

Les matières triées à la source que les producteurs de déchets expédient directement à un utilisateur final sont exemptées des dispositions de la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement*. En d'autres termes, ces matières ne sont pas considérées comme des déchets, puisqu'elles sont recyclées en vue d'être réutilisées dans la fabrication de nouveaux produits. Elles sont répertoriées dans la liste annexée aux Règlements (voir le tableau 3).

Pour plus de renseignements :

- Si vous avez des questions au sujet des Règlements d'application des 3 « R », veuillez composer le 323-5898 (région de Toronto) ou le 1-800-565-4860 (de l'extérieur de Toronto).
- Pour obtenir d'autres exemplaires du feuillet d'information ou des guides d'application des Règlements (à paraître en août 1993), veuillez remplir la carte-réponse ci-jointe et la faire parvenir à l'adresse suivante:

RÈGLEMENTS D'APPLICATION DES 3 « R »

Ministère de l'Environnement et de l'Énergie
Direction des communications
135, avenue St. Clair ouest, 2^e étage
Toronto (Ontario) M4V 1P5



PIBS 2474f Mis à jour
Imprimé sur du papier recyclé